

DOSSIER DE PRESSE

La 7^{ème} rentrée solidaire

« Un cahier, un crayon »
pour les enfants
du Congo



© C. Boisseau Chical / La Vie Réa

Sommaire

Une collecte nationale pour les enfants du Congo	p. 3
La septième rentrée solidaire	p. 5
« Un cahier, un crayon » en Belgique	p. 9
Octobre 2007 : distribution au Niger de la collecte 2006	p. 10
Une action d'aide au développement	p. 11
Un moyen d'éducation à la solidarité	p. 12
Les modalités de la collecte	p. 13
Les organisateurs	p. 14
Les soutiens en France et les partenaires sur le terrain	p. 17
<u>Annexes</u>	
Annexe 1 : Fiche d'identité des deux Congos	p. 19
Annexe 2 : Données sur l'éducation aux deux Congos	p. 21
Annexe 3 : Congos : éducation et enfants des rues	p. 29
Annexe 4 : Depuis 2001, six rentrées solidaires réussies	p. 30
Annexe 5: Eduquer au don	p. 31

Une collecte nationale pour les enfants des deux Congos

- Une nouvelle rentrée solidaire

Après Haïti en 2001, l'Afghanistan en 2002, l'Afrique de l'Ouest en 2003, le Maroc en 2004, Madagascar en 2005, le Niger en 2006, Solidarité Laïque, CAMIF Solidarité et la MAIF, avec le soutien de Radio France Internationale (RFI), invitent la population française, notamment les jeunes et les enseignants, à manifester leur solidarité avec les écoliers de la république du Congo et de la République Démocratique du Congo, deux pays sous développés, en collectant du matériel scolaire neuf.

- Doter les élèves en fournitures scolaires est une condition essentielle pour permettre l'accès à l'éducation

Le Congo a vu son taux de scolarisation baisser et la qualité de son système éducatif se détériorer, alors qu'il figurait parmi les pays africains ayant le meilleur taux de scolarité dans les années 80.

En effet, au niveau de l'éducation de base, le taux brut de scolarisation (TBS) qui n'était que de 33% en 1960 est passé à 121% en 1984 et 126% en 1990 impactant considérablement sur les capacités d'accueil de ces nouveaux élèves et la qualité et les conditions d'enseignement. Toutefois, suite notamment aux différents conflits armés qui sont intervenus dans les années 90, le TBS a progressivement décliné, pour tomber à seulement 49% en 1999. Les principaux obstacles à la scolarisation sont le renchérissement du coût de la scolarisation limitant l'accès des familles pauvres aux services éducatifs, et le déséquilibre entre les sexes au niveau du secondaire, dû un taux d'abandon élevé chez les filles (abandon pour le travail domestique, mariage précoce...).

La République Démocratique du Congo quant à elle est en état de crise endémique. Il n'y a presque aucun financement en matière d'éducation. Le salaire des enseignants est payé sporadiquement ou est pris en charge par les parents. Depuis plus de vingt ans, aucune formation de base ou continue n'a été directement mise sur pied par le gouvernement. Sur une population de 60 millions d'habitants, plus de 3,5 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. L'enseignement de base n'est ni gratuit, ni obligatoire, ni universel.

Les freins à l'éducation sont politiques, économiques ; le salaire des enseignants est un problème majeur du système éducatif congolais.

Une situation généralisée de sous équipement, et des conditions difficiles de travail, le manque de manuels scolaires et de matériels pédagogiques est généralisé et une partie importante des infrastructures est détériorée.

- Les modalités de la collecte

Du 4 septembre au 30 novembre 2007, dans les écoles, dans les entreprises, les associations... jeunes et adultes sont invités à collecter un grand nombre de fournitures scolaires neuves (cahiers, crayons, stylos, gommes...) à l'attention des élèves congolais.

Le matériel conditionné en colis pourra être déposé dans les magasins CAMIF, les délégations MAIF ou envoyé directement au siège de la CAMIF à Niort.

Les dons financiers par chèque bancaire ou virement postal seront également possibles (déduction fiscale de 66% de la somme versée) pour l'achat de matériel sur place, permettant ainsi de soutenir l'économie locale.

- **L'acheminement du matériel et les partenaires sur place**

« **Un cahier, un crayon** » pour les enfants des deux Congo (s) s'inscrit dans le cadre des actions de Solidarité Laïque en Afrique Centrale.

Le matériel scolaire collecté et les dotations financières seront envoyés et distribués aux associations partenaires de Solidarité Laïque

Au Congo Brazzaville :

APEEC (Association des Parents d'élèves et étudiants du Congo),

FETRASSEIC (Fédération des Travailleurs de la Science des Sports, de l'enseignement, de l'information et de la culture).

En République Démocratique du Congo : « Humanisme et Solidarité » présente à Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi.

En France :

La Fédération des Conseils des Parents d'élèves (FCPE), L'UNSA-Education, Le Français en partage.

En Belgique :

La FAPEO (Fédération des Associations des Parents d'élèves de l'Enseignement officiel).

- **Une dimension pédagogique**

Au-delà de l'acte de générosité, « **Un cahier, un crayon** » pour les enfants des deux Congo (s) est également l'occasion pour les enseignants, les éducateurs, les parents et les élèves de donner à cette opération un réel sens pédagogique : éducation civique, juridique et sociale, géographie, histoire, mathématiques, musique, travaux manuels... Les participants peuvent également élargir le champ des activités autour d'opérations sportives, culturelles, artistiques, festives...

A cette occasion, un dossier pédagogique complet est disponible en téléchargement sur le site de Solidarité Laïque www.solidarite-laique.asso.fr (quatre parties : Un temps fort d'éducation à la solidarité ; L'Education dans le monde ; Découvrir les deux Congos ; Réfléchir à la solidarité et au don).

La septième rentrée solidaire

**DANS LE MONDE, EN CETTE RENTRÉE SCOLAIRE,
80 MILLIONS D'ENFANTS N'ONT TOUJOURS PAS ACCÈS À L'ÉCOLE !**

- La majorité de ces enfants sont des filles (60%).
- 800 millions d'adultes dans le monde, soit 18,3 % de la population adulte, sont analphabètes !
- Près de 2/3 des analphabètes sont des femmes. Environ 40 % des adultes d'Afrique subsaharienne, des Etats arabes et d'Asie du Sud et de l'Ouest sont analphabètes.

• La faiblesse des budgets d'éducation

L'Etat joue un rôle bien plus important dans l'économie et l'éducation dans les pays à niveau de développement humain élevé (en Amérique du Nord et en Europe occidentale, 5,2 % du PIB est consacré à l'éducation) que dans les pays à faible développement humain (en Asie de l'Est, dans le Pacifique et en Afrique subsaharienne, de 3,9 à 3,3 % du PIB).

Selon l'UNICEF, atteindre un accès universel à l'école primaire d'ici 2015 dans les pays en développement et en transition coûterait 9 milliards de dollars supplémentaires par an.

En Afrique, il faudrait pour cela que la croissance économique annuelle dépasse les 8%, ce qui ne semble pas envisageable.

De plus, près de 55 pays en développement ont de vrais besoins matériels : bâtiments et installations, fournitures scolaires... afin d'être en mesure de scolariser l'ensemble des enfants.

La rémunération des personnels enseignant et administratif est le premier poste des dépenses de fonctionnement de l'enseignement, ce qui évince d'autres dépenses notamment celles pour le matériel pédagogique.

• Alors que l'école est la clé du développement...

L'éducation est un élément clé du développement d'un pays : elle permet de réduire la mortalité infantile, d'améliorer la santé et la nutrition, elle a une influence très sensible sur la baisse de la croissance démographique, etc. Elle permet à chacun, d'être à même d'exercer son rôle de citoyen...

L'éducation des filles est un facteur déterminant de développement d'un pays, or la majorité (3/5) des enfants privés du droit d'aller à l'école sont des filles.

Car chaque fille qui ne pourra aller à l'école sera privée toute sa vie de nombreuses possibilités (entres autres, de mieux exercer ses droits, de veiller au bien-être et à la santé de ses enfants...) et ce gaspillage de potentiel se répercutera sur sa famille, sur la société et les générations à venir...

Par exemple, au Niger, 70 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire dont les mères sont analphabètes ne sont pas scolarisés contre 30 % des enfants dont les mères indiquent savoir lire couramment.

• L'éducation est le deuxième objectif du Millénaire pour le Développement*

Après le premier objectif de faire disparaître l'extrême pauvreté et la faim, le second revendique le droit à une éducation primaire pour tous les garçons et filles d'ici 2015.

Quant au troisième, il veut promouvoir l'égalité des sexes et éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaires et secondaires d'ici 2015.

* En 2000, lors du Sommet du Millénaire à New York, les 191 Etats membres de l'ONU ont convenu de réduire de moitié la pauvreté mondiale d'ici 2015 en se donnant des échéances et des objectifs de développement humain et durable intermédiaire. Ils ont adopté 8 objectifs les Objectifs du Millénaire pour le Développement. L'Education est une des priorités : objectifs de parité et d'universalité à l'école. Ces promesses des Etats doivent se concrétiser par des engagements financiers.

Fiche de synthèse réalisée à partir du Rapport mondial sur le Développement humain 2004, le rapport annuel de l'UNICEF 2004 et le rapport mondial de suivi de l'Education pour Tous 2005 de l'Unesco.

• Une pénurie d'enseignants, la question de la qualité de l'éducation

Selon l'UNESCO, il faudrait 18 millions d'enseignants supplémentaires pour offrir à chaque enfant une éducation de qualité dans le monde.

Au Congo, l'état souffre de ce déficit d'enseignants pour différentes causes. L'Etat n'offre pas assez de moyens pour développer ce secteur et un salaire assez conséquent pour attirer les jeunes vers ce métier. Il existe en ce moment au



Congo, 8.600 enseignants actifs, contre 6.000 inactifs orientés dans d'autres services étatiques). En primaire, les classes sont parfois pléthoriques ; il y a **en moyenne 41 élèves pour 1 enseignant**. Ce grand nombre d'élèves ne permet pas à tous de recevoir une attention particulière de la part de l'enseignant. L'enseignement perd en qualité et on se contente de « para-enseignants » dont le niveau de qualification est généralement inférieur à celui de leurs homologues de la fonction publique et qui ne perçoivent qu'une partie de leur salaire (de 25 à 50 %). Plus de la moitié des membres de l'enseignement primaire du Congo, par exemple, est constitué de « parents volontaires » dont la formation est limitée ou inexistante.

En République Démocratique du Congo les enseignants perçoivent un salaire de misère ou sont pris en charge par les parents ce qui provoque un désintéressement de ce secteur pour les jeunes. Le système éducatif se dégrade et les parents estiment inutile d'envoyer leurs enfants à l'école et préfèrent qu'ils restent à la maison pour accomplir les tâches ménagères ou des travaux dans les champs. Ce qui provoque une qualité d'enseignement médiocre et aussi la condition difficile des enfants : Enfants des rues, enfants travailleurs, orphelins, enfants soldats (surtout en République du Congo)...

• Un accès de plus en plus difficile à l'éducation

Au Congo la guerre civile en 1997 et les conflits qui ont suivi en 1998-99 ont provoqué l'exode d'environ un tiers de la population. Rien n'indique si les enfants réfugiés ont accès à l'éducation. De nombreuses villes du sud du pays, dont Brazzaville, ont été pillées et les infrastructures, notamment les écoles ont été détruites.

Une minorité ethnique, les pygmées, ne jouit pas de l'égalité de traitement au sein de la société congolaise et reste gravement mise à l'écart dans le domaine de l'enseignement (même si aujourd'hui, des ONG ont mis en place des programmes pour leur accès à l'éducation).

Le nombre d'enseignants reste insuffisant dans les salles de classe avec des effectifs dépassant parfois 50 élèves. Garçons et Filles fréquentent l'école primaire en nombre égal, mais peu de filles continuent leurs études aux niveaux secondaire et supérieur. 25% des étudiants de l'Université Marien-Ngouabi, seule Université du pays, sont des filles.

En République Démocratique du Congo, les enfants forment un groupe très vulnérable. Leurs parents sont engagés dans un combat de tous les jours pour survivre. Il ne reste pas beaucoup de temps pour surveiller leurs enfants. S'il n'y a pas d'argent pour payer l'école, les enfants sont renvoyés de l'école. Parfois ils arrivent dans la rue et deviennent des 'chegués', des enfants de la rue qui traînent sans maison ni avenir.

Les adolescentes sont souvent contraintes à avoir des relations sexuelles en échange de meilleurs résultats scolaires. Cette pratique donne lieu à des problèmes sociaux, notamment des grossesses non désirées et la propagation du VIH/SIDA.

• Le français, langue d'enseignement

Loin d'être un obstacle à l'apprentissage le Français est au contraire la langue de culture, d'émancipation et d'enseignement depuis toujours dans les deux pays.

Le Congo a été une colonie française. C'est désormais un pays indépendant depuis 1960 mais la langue officielle reste le Français.

Le français est dans les mœurs depuis toujours et ne constitue aucun obstacle majeur elle est beaucoup pratiquée surtout, dans les grandes villes du pays parfois au détriment des langues ethniques ou nationales.

Quant à la **République Démocratique du Congo**, ancienne colonie belge la langue officielle est aussi le Français.

• La fraude et la corruption

« Nous n'accepterons pas des cacahuètes au moment où les ministres et députés baignent dans une opulence éhontée et distribuent ostensiblement argent et autres biens pour s'attirer la sympathie des électeurs », confie Alice Kavira » - une enseignante de lycée, à Kinshasa (avant les élections de juin 2006)

La fraude et la corruption autour de l'école ont pris de l'ampleur ces dernières années que ce soit au niveau des enseignants et des étudiants comme au niveau des autorités politiques. L'éducation est un secteur qui mérite aujourd'hui des améliorations afin de relever le niveau scolaire des élèves et accorder plus de crédibilité aux diplômes reçus.

• Le VIH/SIDA : conséquences désastreuses sur le corps enseignant et les élèves

Dans les deux pays, le taux de morbidité et de mortalité des enseignants sont relativement élevés.

Chez les enseignants, les taux de contamination sont élevés et un grand nombre d'entre eux sont moribonds et obligés d'abandonner leurs classes.

Les taux de contamination par le VIH sont, dans certaines écoles, cinq fois plus élevés chez les filles que chez les garçons ; les orphelins du fait du sida abandonnent massivement l'école et se débrouillent seuls comme ils peuvent ; quant aux enfants dont les parents sont mourants, ils sont obligés de quitter plus ou moins longtemps l'école, afin de s'occuper d'eux et de leurs frères et sœurs plus jeunes.



© Solidarité Laïque

Le sida devrait tuer entre 15 000 et 27 000 enseignants africains d'ici 2020.

Au **Congo**, certaines pratiques favorisent la propagation de l'épidémie notamment, le cas des adolescentes contraintes à avoir des relations sexuelles en échange de meilleurs résultats scolaires. Cette pratique donne lieu à des problèmes sociaux entre autres : des grossesses non désirées et la propagation du vih/sida.

En République Démocratique du Congo, les taux au VIH grimpent à 4,1% pour les élèves du cycle primaire et jusqu'à 4,8% pour les collégiens.

Le SIDA constitue un obstacle important à la réalisation de l'Education Pour Tous. Les effets du SIDA tels que l'absentéisme et la perte des enseignants dans des écoles augmentent les dépenses pour l'éducation.

Le cas des élèves orphelins (dont les parents sont morts du sida) placés chez des tuteurs pour suivre les cours est également inquiétant. Les tuteurs ont déjà des difficultés à nourrir les membres de leur propre famille, ils sont alors moins disposés de prendre en charge les enfants d'autres parents malgré leur grande hospitalité.

• Le contexte politique

Le Congo (ancienne colonie française) et **la République Démocratique du Congo** (ancienne colonie belge) sont deux pays voisins situés en Afrique Centrale.

Le Congo est l'un des pays les plus endettés du monde, 70% de ses habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est un pays majoritairement agricole dont l'économie repose sur une agriculture de subsistance ou vivrière et de l'artisanat.

Cependant l'économie du pays dépend aussi de l'exportation du pétrole, bois, potasse, zinc, uranium, cuivre, phosphate, gaz naturel...Les deux piliers de l'exportation sont le bois (à l'exportation) et le pétrole tout deux exploités par des compagnies françaises qui versent en contre parties des devises à l'état.

Le Congo est indépendant depuis août 1960 aujourd'hui, la constitution du pays est appuyé par un type de régime présidentiel. Denis Sassou Nguesso est le président de la république depuis 1997.

La République Démocratique du Congo est quant à elle troisième plus grand pays d'Afrique, grand comme quatre fois la France, deux fois plus que le Québec (Canada), c'est le douzième état du monde par sa taille. Le pays souffre d'un manque de voies de communications fiables.

Elle recouvre d'énormes richesses (ressources minières et autres).

En raison de sa grande superficie, de ses énormes richesses et de son importante population, la république démocratique du Congo en forme longue, est un vaste pays d'Afrique centrale qui s'étend de l'océan atlantique au plateau de l'est et correspond à la majeure partie du bassin du fleuve Congo, deuxième plus grand fleuve d'Afrique.

La république démocratique du Congo comme le Congo a acquit l'indépendance depuis les années 60 et est dirigé actuellement par le président Joseph KABILA.

Les nombreux problèmes et conflits que connaît le pays depuis quelques années font que le taux de scolarité régresse véritablement ce qui fait que la scolarité des enfants devient un problème qui nécessite de véritables progrès.

« Un cahier, un crayon » en Belgique

La septième édition de la rentrée solidaire « un cahier, un crayon » pour les enfants du Congo aura lieu également pour la première fois en Belgique grâce à un partenariat avec l'association « Laïcité et Humanisme en Afrique Centrale » (**LHAC**).

L'association a pour objet entre autres :

- de soutenir tout projet susceptible d'aider les associations à caractère laïque en Afrique centrale, dans les domaines :
 - de l'enseignement et de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme, de la femme et de l'enfant
 - de l'éducation aux valeurs démocratiques en vue du respect de l'État de droit
 - de l'accès au droit à l'alphabétisation, à l'information, à l'éducation et à la formation professionnelle, quels que soient le sexe et l'âge de la personne concernée ;
- de soutenir toute initiative contribuant à l'information et à la formation de formateurs et intervenants africains en matière d'éducation, susceptibles de mener à bien ces projets;
- de partager tout projet permettant aux laïques africains de concevoir, de produire et de diffuser, localement et ailleurs, des ouvrages et matériels didactiques et de créer des centres de lecture éducative ou pédagogique ;...

LHAC, dans ses actions, défend des projets qui consistent à assurer une sensibilisation à l'éducation aux Droits de l'Homme, à favoriser les démarches d'une citoyenneté active et responsable et à concourir à la prévention des conflits par l'organisation de formations, le renforcement des compétences, l'apport d'outils et la définition d'un programme d'action.

De par son objet et sa philosophie d'action, **LHAC** participe également à tout projet permettant d'acheminer et de diffuser sur place des ouvrages et matériels didactiques et de créer des centres de lectures dans les écoles. Il s'agit d'offrir des outils pédagogiques récents qui font défaut aux enseignants en attendant qu'ils soient en mesure de concevoir, de produire et de diffuser localement ces ouvrages.

L'association mène actuellement plusieurs actions en République Démocratique du Congo.

Plus d'informations sur le site : www.ulb.ac.be/cal/lhac/

Octobre 2007 : distribution au Niger de la collecte 2006

Le matériel collecté dans le cadre de l'opération « Un cahier, un crayon » est toujours distribué une année après sur le terrain.

Les 100 m³ de fournitures scolaires récoltés en 2006 (« Un cahier, un crayon » pour les enfants du Niger) seront distribués au Niger début octobre 2007 pour la rentrée.

Le matériel venant de France sera entreposé au stade de Niamey puis préparé par les éclaireurs du Niger.

Un comité de pilotage composé de l'ensemble des organisations partenaires est chargé du repérage des écoles selon des critères très précis avant une distribution dans les huit régions concernées : Agadez, Difa, Dosso, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéry et Zinder.

Il s'agira d'écoles de l'enseignement formel et non-formel parmi les plus déshéritées, et dans lesquelles la scolarisation des filles est une priorité. Une école pour nomades sera également bénéficiaire.

D'autre part, grâce aux fonds récoltés en 2006, 15 000 euros remis au syndicat national des enseignants du Niger permettront d'acheter du matériel scolaire sur place.

Les partenaires de Solidarité Laïque au Niger

Réseau National Niger

- Syndicat National des Enseignants du Niger (SNEN)
- Syndicat National des Agents de la Jeunesse de la Culture et des sports (SYNAJECS)
- Organisation Nigérienne pour la Promotion de la Prime Enfance (ONPPE)
- Scouts du Niger
- Association de Parents d'Elèves de la région d'Agadez
- Association Hed Tamat
- Inspection de l'Enseignement de Base d'Agadez.

Pouvoirs publics

- Ministère de l'Enseignement de Base
- Ministère de la Promotion de la Femme
- Ministère de la Formation Professionnelle et Technique

La participation des organisations membres de Solidarité Laïque impliquées au Niger

Plusieurs organisations membres participent au Programme de Développement des Réseaux pour l'Education en Afrique de l'Ouest (PRODERE AO) : CEMEA, GREF, FCPE, EEDF, UNSA Education, SNUipp/FSU, SGEN CFDT

Une action d'aide au développement

- Des partenaires pour la distribution et l'achat des fournitures sur le terrain

Le matériel scolaire et les dotations financières seront envoyés et distribués grâce aux partenaires suivants :

- En République du Congo

APEEC (Association des Parents d'élèves et étudiants du Congo)

FETRASSEIC (Fédération des Travailleurs de la Science des Sports, de l'enseignement, de l'information et de la culture).

- En République Démocratique du Congo

« Humanisme et Solidarité » présente à Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi.

- En France

La fédération des Conseils des Parents d'élèves (FCPE), L'UNSA-Education, Le Français en partage.

- En Belgique :

La FAPEO (Fédération des Associations des Parents d'élèves de l'Enseignement officiel).

- Un soutien à l'économie locale

Solidarité Laïque, CAMIF Solidarité et la MAIF prendront soin de ne pas concurrencer l'économie locale.

Il existe en effet au Niger, et surtout en zone urbaine, des distributeurs locaux de fournitures scolaires et il ne s'agit surtout pas de concurrencer leur activité.

Une dotation financière, alimentée par les donateurs individuels de Solidarité Laïque, permettra l'achat de fournitures sur place.

Dans le cadre de l'action « Un cahier, un crayon » 2006 pour le Niger, une dotation de 15.000 euros a été remise à notre partenaire sur place pour l'achat et la distribution des fournitures en octobre 2007.

Un moyen d'éducation à la solidarité

Au moment de la rentrée scolaire, l'opération « Un cahier, un crayon » est une opportunité offerte à tous, jeunes et adultes de découvrir la situation faite aux enfants d'un pays en développement. Au-delà du premier acte de générosité, « Un cahier, un crayon » permet en effet une sensibilisation aux questions du développement.

• La mobilisation des enseignants et des élèves

Lors des cinq précédentes éditions d' « Un cahier, un crayon », plusieurs centaines de classes se sont mobilisées. L'opération a été largement relayée par les organisations membres de Solidarité Laïque toutes issues de l'enseignement public : associations, coopératives, mutuelles, syndicats (les principaux syndicats enseignants sont membres de Solidarité Laïque).

A ce titre, un dossier pédagogique pour la classe est disponible en ligne sur le site Internet de Solidarité Laïque dans l'espace **EDUQUER A LA SOLIDARITE** comprenant fiches ressources (histoire, géographie, éducation...), fiches découverte (contes, jeux, cuisine...) et fiches d'exercice pour une utilisation en classe : www.solidarite-laique.asso.fr



• Une entrée concrète dans les programmes scolaires

L'opération « Un cahier, un crayon » trouve bien sa place au sein de l'enseignement des écoles car elle est un point d'ancrage d'un projet ou d'une activité pédagogique pour aborder la question du développement.

Conformément aux Instructions Pédagogiques (B.O n°23 du 08 juin 2006) :

« L'éducation au développement et à la solidarité internationale vise à faire comprendre les grands déséquilibres mondiaux et à permettre la réflexion sur les moyens d'y remédier. » « L'éducation au développement et à la solidarité internationale constitue une composante pérenne et fondamentale de la formation des jeunes ; à ce titre, elle s'inscrit au cœur des missions de l'école et participe résolument de l'éducation à la citoyenneté ».

Parmi les « cinq grands thèmes retenus » figurent des axes en lien direct avec l'opération Rentrée Solidaire : « l'éducation de qualité pour tous » ; ainsi que « les droits humains » et « la diversité culturelle. »

L'opération permet à l'enseignant d'ouvrir ses programmes sur l'Education au Développement, de nombreux thèmes peuvent être traités en interdisciplinarité : pour exemple

- les droits fondamentaux, l'« esprit de solidarité » (Education civique 5^{ème}),
- le droit à l'éducation,
- la situation des enfants dans le monde,
- les inégalités Nord / Sud (« géographie du monde d'aujourd'hui, Terminale),
- le développement humain...

La Rentrée Solidaire permet aussi de poser le regard sur un pays et de partir à la découverte de sa culture, de ses réalités économiques et sociales.

• La participation des familles, des adultes, des élus, des associations locales...

Comme lors des cinq précédentes éditions, toute la population peut participer à ce vaste mouvement de générosité.

Dans la famille : l'enfant et ses parents, lors des achats de rentrée, achètent des fournitures scolaires supplémentaires pour les enfants du Niger.

A l'école, dans les centres de loisirs : les enseignants, les parents d'élèves, les animateurs, les jeunes, regroupent les fournitures scolaires, les envoient ou les déposent au lieu de dépôt (magasin CAMIF ou délégations MAIF).

Dans les quartiers, villes et villages... : regroupement d'écoles, organisation de collecte par les mairies, dépôts devant les magasins, dans les centres commerciaux, les centres sociaux...

Des conférences, des débats, des rencontres avec les associations de migrants du pays concerné peuvent être organisés.

Les modalités de la collecte

• Collecter du matériel scolaire neuf

- ◆ Rassembler les fournitures (cahiers, crayons, stylos, gommés...) à l'école, dans une entreprise, au sein d'une association, d'un immeuble...
- ◆ Conditionner ce matériel, le trier si possible par nature (cahier, crayon de bois, stylos, gommés...), en faire l'inventaire puis le coller visiblement sur le colis.
- ◆ Déposer ou envoyer le colis :
 - A la délégation MAIF la plus proche du domicile (adresses sur www.maif.fr)
 - A CAMIF Solidarité - Trévins de Chauray - 79045 Niort cedex 9
 - A l'accueil d'un magasin CAMIF (www.camif.fr)

Les magasins CAMIF : **Annecy**, Zone d'Activités de Bromines - Grand Epagny - SILLINGY (74) ▪ **Clermont Ferrand**, ZI de Cournon - 22, avenue d'Aubièrre - COURNON D'AUVERGNE (63) ▪ **Lille**, rue Sadi Carnot - RONCHIN (59) ▪ **Lyon**, Centre commercial Triangle de Bron - 332, av. du Général de Gaulle - BRON (69) ▪ **Marseille**, Centre Commercial Grand Littoral (13) ▪ **Nantes**, Centre Commercial Espace Océan - SAINT HERBLAIN (44) ▪ **Niort**, Trévins de Chauray (79) ▪ **Paris**, 102, rue Lagny (20^{ème}) ▪ **Plaisir**, ZAC de l'Aqueduc de l'Avre - 249, rue Francis Carco - Plaisir (78) ▪ **Rennes**, Zone Parc Rocade Sud - CHANTEPIE (35) ▪ **Toulouse**, RN 20 Route de Foix Pamiers - LABARTHE SUR LEZE (31) ▪ **Tours Nord**, Espace Tours Synergie - 338, avenue André Maginot (37).

• Faire un don pour permettre l'achat de fournitures scolaires sur place

Envoyer un don, déductible des impôts (un reçu fiscal sera envoyé à chaque donateur) :

- par chèque bancaire ou postal pour permettre l'achat du matériel scolaire sur place et ainsi renforcer l'économie locale à :

Solidarité Laïque - « Un cahier, un crayon » - 22, rue Corvisart - 75013 Paris

- par carte bancaire (don sécurisé sur le site www.solidarite-laique.asso.fr)

Les organisateurs



Solidarité Laïque, l'association de solidarité de l'enseignement public

Solidarité Laïque, association reconnue d'utilité publique créée par des enseignants de l'école publique, regroupe 53 organisations (associations, coopératives, mutuelles, syndicats...) majoritairement issus de l'enseignement :

ADFE - ADOSEN - ALEFPA - ANATEEP - ANIMA'FAC - APAJH - ARTS ET VIE - ATOUT SUD - BFM - CAMIF - CAMIF SOLIDARITE - CASDEN/BP - CEMEA - CGT-FO - CUC - EEDF - ENTRAIDE UNIVERSITAIRE - ETUDIANTS DU MONDE - FAS/USU - FCMR - FCPE - FDDEN - FEDERATION LEO LAGRANGE - FGR.FP - FOEVEN - LES FRANCAS - FSU - GCU - GLMF - GODF - GREF - ICEM - JPA - LAFI BALA - LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - LMDE - MAC - MAIF - MAISON DES UNIVERSITAIRES - MGEN - MLF - MOCEN - NLU - OCCE - OMEP - PREVENTION MAIF - PEP - SE UNSA Education - SGEN-CFDT - SI.EN UNSA Education - SNUIPP - SUDEL - UFJ - UNCME - UMAE - UNSA Education - UNSA .

Solidarité Laïque pour le droit à l'éducation : quelques exemples d'actions

Solidarité Laïque et ses organisations membres situent leurs actions dans le cadre des objectifs principaux de l'éducation pour tous proclamés au forum mondial sur l'éducation de Dakar en avril 2000.

➤ Favoriser les activités de l'éveil et de protection de la petite enfance :

Ex : En Algérie, l'Association algérienne Enfance et Familles d'accueil (AAEFAB) permet de recueillir de jeunes enfants abandonnés dans des structures adaptées puis dans des familles. La formation des puéricultrices est également assurée par des équipes franco-algériennes (CEMEA)

➤ Universaliser l'éducation primaire :

Ex : Au Burkina Faso, au Bénin, en Inde, au Sri Lanka, au Togo, en Haïti, la construction et la rénovation des écoles, leur équipement en matériel pédagogique, fournitures selon les besoins de la population locale.

➤ Améliorer les résultats de l'apprentissage :

Ex : Au Sénégal, près de 10 000 élèves et 300 enseignants ont bénéficié d'appui pédagogique et du matériel du programme PROARES (Programme d'Appui au Renforcement de l'Education au Sénégal)

➤ Réduire le taux d'analphabétisme des adultes notamment des femmes :

Ex : En Haïti, des micro-centres d'alphabétisation sont installés dans les 3 districts du département de la grande Anse avec formation des moniteurs.

➤ Améliorer la formation des enseignants :

Ex : En Moldavie, en Roumanie et au Liban, les formateurs de solidarité laïque interviennent pour consolider la formation des enseignants dans les domaines de l'animation et de la gestion de centres de documentation et de l'action culturelle.

Une action de lobby et d'information de l'opinion publique

Solidarité Laïque participe, suscite des campagnes d'information, de lobby aux côtés d'autres ONG françaises et étrangères. Elle organise des conférences, des débats, publie des documents pédagogiques. Solidarité Laïque est le relais en France de la Campagne Mondiale pour l'Education.

Une association humanitaire qui lutte contre les exclusions :

- En France, en équipant des logements d'urgence et des lieux d'accueil pour les plus démunis;
- À l'étranger, en soutenant des projets de Solidarité Laïque.

La CAMIF est née en 1947, des valeurs d'entraide et de générosité. Depuis cette date, elle a toujours privilégié une éthique au service de l'homme et de son environnement.

En 1997, la CAMIF crée CAMIF Solidarité, association humanitaire et sociale, qui a pour mission première d'**aider les plus démunis en équipant des logements d'urgence et des lieux d'accueil**. Faut-il le rappeler, dans notre pays, 300 000 personnes vivent dans la rue et plus de 3 millions sont mal logées... S'appuyant sur le savoir-faire d'équipementier de la CAMIF, CAMIF Solidarité a équipé en mobilier et électroménager, depuis sa création, 290 logements d'urgence, plus de 90 haltes solidarité et 20 espaces d'accueil pour les personnes handicapées. Elle réalise aussi des dons de produits divers auprès de nombreuses associations d'aide aux plus démunis : en 8 ans, le montant global de ces dons s'élève à plus d' 1,5 millions d' €.

CAMIF Solidarité privilégie le respect de l'enfant, de ses conditions de vie et d'éducation. Elle mène de nombreuses actions dans ce sens, en aidant des associations dédiées en France et à l'étranger. Par exemple, avec Enfants et Développement pour les enfants des rues de Katmandou ; avec Enfants du Mékong pour les enfants des réfugiés asiatiques ; avec le Centre de la Gabrielle de la M.F.P pour les adolescents autistes, avec Solidarité Laïque, pour l'éducation des enfants des pays en développement...

Elle participe également aux côtés de la CAMIF à la lutte contre l'exploitation du travail des enfants et le respect de leurs conditions de vie. Par exemple, avec **CAMIF Collectivités et son opération « ballons »**, CAMIF Solidarité a pu équiper une école maternelle de la province de Takéo au Cambodge, des écoles primaires en Thaïlande, et financer la construction de l'extension d'un collège au Laos.

CAMIF Solidarité est financée par une dotation de la CAMIF et par la vente des produits partage commercialisés dans le catalogue général de la CAMIF (2 éditions par an). Trois produits sont proposés au catalogue Automne-Hiver 2005-2006 : une statuette en bois rouge du Burkina Faso, une chouette en noix de Tagua (Equateur) et une bougie aux motifs artistiques provenant de Swaziland. Une partie du produit de la vente est reversée à CAMIF Solidarité pour soutenir son action quotidienne en faveur des personnes en grande difficulté. Ces objets font suite à la collection des autres produits « partage », objets d'art issus des pays en voie de développement, qui permettent de donner du travail aux artisans avec lesquels nous entretenons des relations de commerce équitable. En 8 ans, près de 60 000 produits « partage » ont été vendus.

Solidarité avec le Tiers Monde, solidarité avec les plus démunis en France, tels sont les principes de l'action de CAMIF Solidarité.

CAMIF SOLIDARITE - Trévins de Chauray - 79045 Niort cedex 9 - www.camif.coop



ASSUREUR MILITANT.

Cinquième assureur français des particuliers en assurance dommages et premier assureur du secteur associatif, la MAIF couvre l'ensemble des besoins de ses 2,5 millions de sociétaires (assurances de biens, prévoyance, assistance, épargne, crédit...). La mutuelle est régulièrement plébiscitée en matière de relation clients où elle arrive en tête des sociétés françaises, tous secteurs confondus (*). La satisfaction de ses sociétaires et l'augmentation constante de leur nombre témoignent de la réussite de la MAIF et confirme que le modèle mutualiste est une alternative crédible à l'économie libérale. Le Groupe MAIF a réalisé un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros en 2004.

(*) Enquêtes TNS Sofres-Bearing Point d'octobre 2003 et AACC-BVA de juin 2004.

Depuis 70 ans, le succès de la MAIF repose sur la combinaison harmonieuse d'un savoir-être mutualiste et d'un savoir-faire d'assureur.

Un fonctionnement mutualiste

- Depuis sa création, la MAIF n'est pas une société d'assurance comme les autres. Groupement de personnes, la mutuelle place la personne au centre de ses préoccupations et de ses actions.
- Son fonctionnement repose sur une structure unitaire de militants et de salariés
- 5^{ème} assureur français des particuliers, le groupe MAIF est désormais ouvert à tous ceux qui partagent ses valeurs.

Une protection globale du sociétaire et de sa famille

- Assurance des personnes et des biens contre les aléas de l'existence (assurance auto, vie quotidienne et habitation, assurance vie).
- Assistance des sociétaires en voyage ou dans leur vie quotidienne 24 h/24, 7 j/7.
- Démarche active et éducative de prévention (notamment en milieu scolaire) contre les accidents domestiques et de la circulation et recherche scientifique en matière de prévention des risques.

Chiffres clés 2004

- 2,5 millions de sociétaires
- 3,2 millions de véhicules assurés
- 2,1 millions de contrats assurance de personnes
- 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires
- 163,2 millions d'euros de résultat net
- 6 100 salariés
- 608 militants
- 143 délégations départementales

MAIF - 200, avenue Salvador Allende - 79038 Niort cedex 9 - www.maif.fr

Les soutiens en France et les partenaires sur le terrain

• Les soutiens en France

- Radio France Internationale (RFI)
- La Fédération des Conseils de Parents d'Elèves (FCPE)
- L'UNSA Education
- L'association « Le Français en Partage »

• Les soutiens en Belgique

La FAPEO (Fédération des associations des Parents d'élèves de l'Enseignement Officiel)

• Les partenaires sur le terrain

Au Congo

- APEEC (Association des Parents d'élèves et étudiants du Congo)
- FETRASSEIC (Fédération des Travailleurs de la Science des Sports, de l'enseignement, de l'information et de la culture).

En République Démocratique du Congo

- « Humanisme et Solidarité » présente à Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi.

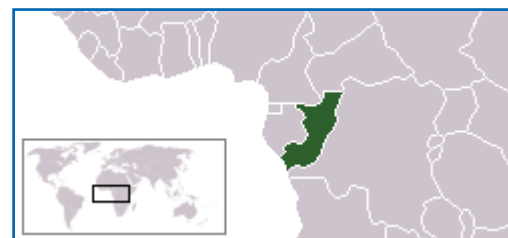
ANNEXES

Fiche d'identité des deux Congos



République du Congo

Le Congo est parfois appelé **Congo Brazzaville** pour éviter de le confondre avec la République démocratique du Congo aussi appelée *Congo-Kinshasa*. Le Congo a aussi été connu sous le nom de République populaire du Congo (1969-1992).



Devise nationale : « *Unité, travail progrès* »

Langues officielles : Français

Langues nationales : Le lingala, le Kituba

Président : Général Denis Sassou-Nguesso

Hymne nationale :
La Congolaise

Indépendance :
15 août 1960 (ancienne colonie française)

Population :
totale (2001) : 2 894 336 hab. (classé 129^{ème})

0-14 ans : 43% - 15-64 ans : 54%

Densité :
8,5 hab/km²

Capitale :
Brazzaville

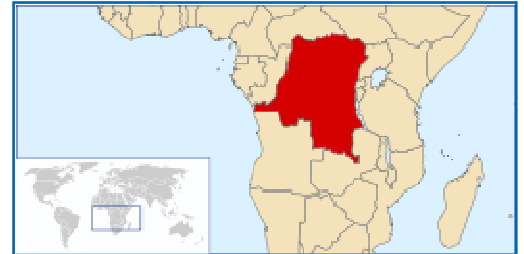
Superficie :
totale : 341 821 km² (classé 64^{ème})
Eau (%) : négligeable





République Démocratique du Congo

On appelle généralement ce pays sous sa forme longue **République démocratique du Congo**, **RDC** ou **Congo-Kinshasa**, du nom de sa capitale Kinshasa, afin de ne pas le confondre avec l'autre Congo ou *Congo-Brazzaville* ou *République du Congo*.



Devise nationale : « *Justice, Paix et Travail* »

Langues officielles : Français

Le lingala, le kokongo, le swahili et le tchiluba ont le statut de langues nationales.

République démocratique du Congo (fr)

Repubilika ya Kongo Demokratiki (kg)

Jamhuri ya Kidemokrasia ya Kongo (sw)

Republiki ya Kongó Demokratiki (ln)

Ditunga dia Kongu wa Mungalaata (lua)

Gouvernement : République

Président : Joseph Kabila

Hymne nationale : Debout Congolais

Indépendance : du Royaume de Belgique le 30 juin 1960

Population : totale (2006) : 62 660 551 hab. (classé 21^{ème})
Densité : 27 hab/km²

Capitale : Kinshasa

Plus grande ville : Kinshasa

Superficie : totale : 2 345 000 km² (classé 13ème)
Eau : 3,3 %

Données sur l'éducation aux deux Congos

● République du Congo

Quelques chiffres

- Population de moins de 15 ans : 42,3 %
- Nombre d'élèves du primaire par enseignants : 60
- Analphabétisme (cumulé) : 18% de la population adulte (femmes : 26%)
- Taux de scolarisation brut primaire (2004) : 39%

	République du Congo	Afrique Subsaharienne	Pays en développement
Taux d'alphabétisation (% de la population de 15 ans et plus) 2001	81,8	62,4	74,5
Taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) en %, 2000-01	57	44	60
Indice de niveau d'instruction	0,73	0,56	0,70

Source : PNUD 2003, Rapport Mondial sur le Développement Humain

L'indice de développement humain (IDH) est faible : 0.520 sur 1 en 2004 (140^e sur 177 pays classés). Le Congo Brazzaville est l'un des pays les plus endettés du monde, 70% de ses habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté.

La scolarité est légalement gratuite et obligatoire pour les enfants entre 6 et 16 ans, mais les maigres ressources entravent sérieusement la réalisation de cet objectif.

Le déclin d'une éducation prospère

Alors qu'il figurait parmi les pays africains les plus scolarisés dans les années 80, le Congo a vu ses taux de scolarisation baisser et la qualité de son système éducatif se détériorer. En effet, au niveau de l'éducation de base, le taux brut de scolarisation (TBS) qui n'était que de 33 % en 1960 est passé à 121 % en 1984 et 126 % en 1990. Toutefois, suite notamment aux différents conflits armés qui sont intervenus dans les années 90, le TBS a progressivement décliné, pour tomber à seulement 49 % en 1999.

Plusieurs causes expliquent cette situation :

- le renchérissement du coût de la scolarisation qui limite l'accès des familles pauvres aux services éducatifs, (et imposition d'une cotisation aux familles)
- l'insuffisance et la dégradation des infrastructures et des équipements scolaires
- le départ du personnel enseignant vers les secteurs plus rémunérateurs

- la baisse du niveau de qualification des enseignants
- l'inadéquation formation-emploi des enseignants
- le désengagement de l'Etat du secteur éducatif, qui contribue à réduire les chances de réussite des enfants issus des milieux démunis,
- le faible niveau des dépenses d'investissement (infrastructures...) comparativement aux frais de fonctionnement (personnel)
- le faible taux d'encadrement de la petite enfance (un des Objectifs de l'Education Pour Tous)
- le déséquilibre entre les sexes au niveau du secondaire, qui est dû au taux d'abandon élevés chez les filles (abandon pour le travail domestique, mariage précoce...)

Le retour à l'école... mais encore loin de la parité !

A partir de l'an 2000, avec le retour progressif de la paix, les enfants ont repris le chemin de l'école. En 2002, le TBS était estimé à 78 %, avec toutefois un écart de 4 à 6 points en défaveur des filles, notamment dans les zones rurales. Le taux d'inscription dans les centres d'éducation préscolaire, pour sa part, est très faible, stagnant à moins de 5 %. Seuls les enfants issus de catégories sociales aisées en milieu urbain bénéficient de l'encadrement préscolaire. **L'éducation des enfants est donc fortement liée aux revenus des parents.**

En matière d'alphabétisation (l'universalité de l'enseignement primaire est un des Objectifs de développement pour le Millénaire), les efforts déployés ont fait passer le taux d'alphabétisation :

Evolution du Taux d'alphabétisation	1990	1998	taux moyens des PVD en 98
garçons	32,1 %	71,6 %	80,3 %
filles	13,2 %	48,2 %	64,5 %

Ainsi, malgré les efforts accomplis, **40,5 % (taux combiné) des enfants congolais ne sont pas alphabétisés dont majoritairement les filles (51,8 %).**

Les principaux freins à la scolarisation

• *Situation (politique, économique) du pays*

La guerre civile en 1997 et les conflits qui ont suivi en 1998-99 ont provoqué l'exode d'environ un tiers de la population. Rien n'indique si les enfants réfugiés ont accès à l'éducation. De nombreuses villes du sud du pays, dont Brazzaville, ont été pillées et les infrastructures, notamment les écoles, ont été détruites.

Une minorité ethnique, les Babingas/Baguiellis (pygmées), ne jouit pas de l'égalité de traitement au sein de la société congolaise et reste gravement mise à l'écart dans le domaine de l'enseignement (même si aujourd'hui, des ONG ont mis en place des programmes pour l'accès à l'éducation des Babingas).

• *Le sous-équipement scolaire*

Dans l'ensemble, on relève une assez faible couverture spatiale en infrastructures scolaires, une baisse de leur nombre et leur forte concentration dans les centres urbains. Dans les zones rurales, l'éloignement des écoles des lieux d'habitation (en moyenne une école primaire dans un rayon de 14 km) limite l'accès à l'éducation à beaucoup d'enfants.

• Un nombre insuffisant d'enseignants

En mai 2007, on relève l'existence d'un effectif de 8 600 enseignants actifs et environ 6 000 inactifs (orientés dans d'autres services étatiques) qui sont payés chaque année par le gouvernement, pour un montant d'environ 8 milliards de Fcfa. Mais le nombre d'enseignants est insuffisant dans les salles de classe.

• La scolarisation des filles

Les taux actuels d'alphabétisation ne sont pas connus mais sont estimés avoir baissé, suite à la destruction généralisée des écoles, aux déplacements des personnes et à l'instabilité politique.

Environ 26 % des femmes adultes sont analphabètes. En comparaison, chez les garçons le taux est de 12 %.

Garçons et filles fréquentent l'école primaire en nombre égal, **mais peu de filles continuent leurs études aux niveaux secondaire et supérieur.** 25 % des étudiants de l'Université Marien-Ngouabi, seule université du pays, sont des filles.

Les adolescentes sont souvent contraintes à avoir des relations sexuelles en échange de meilleurs résultats scolaires. Cette pratique donne lieu à des problèmes sociaux, notamment des grossesses non désirées et la propagation du VIH/SIDA (cf. ci-dessous).

• Condition difficile des enfants

Travail des enfants

Le ministre du Travail est responsable de l'application des lois sur le travail des enfants et ne concentre ses efforts que dans le secteur salarié formel. Les enfants travaillent dans les zones rurales et dans le secteur informel.

Les enfants des rues

A Brazzaville, le nombre d'enfants des rues a augmenté depuis les conflits civils des dernières années. Ils sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle et au crime organisé.

● République Démocratique du Congo

Quelques chiffres

- L'indice de développement humain (IDH) est faible : 0,391 sur 1 en 2004 (167^e sur 177 pays classés). (0,422 en 1990 et 0,385 en 2003)
- Population de moins de 15 ans : 46,8 %
- Analphabétisme : 37,3 % (global) et + 43% pour les femmes
- Taux de scolarisation brut : primaire (2004) : 64 % - secondaire (2004) : 25%

Taux brut de scolarisation en RDC

Année	60-61	66-67	71-72	76-77	82-83	86-87	89-90	94-95	99-00	01-02
Primaire	70 %	74 %	92 %	88 %	86 %	73 %	55 %	73 %	49 %	64 %
Secondaire	2 %	6 %	11 %	18 %	22 %	20 %	18 %	22 %	19 %	23 %

Source : Banque mondiale, 2005

- Le taux de scolarité est de 76 % en milieu urbain et 48 % en milieu rural (2001/2002).
- Part du budget national consacré à l'éducation en 2005 : 7,5 %
(en baisse, il était de 24 % en 1980)

Année	1980	1983	1986	2000	2002
Part du budget	24 %	17 %	7 %	8 %	6 %
Dépenses réelles primaire et secondaire (en millions USD)	512	170	71	42	18

Source : Banque mondiale, 2005

Etat du système éducatif

Le système éducatif est géré par trois ministères : le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP), le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (MESU) et le Ministère des Affaires Sociales (MAS).

Il se divise en trois cycles : le cycle primaire dure six années (certificat d'études primaires), le cycle secondaire, six années également (diplôme d'Etat d'études secondaires). Il est également possible de suivre un cycle court de quatre ans d'enseignement professionnel après le cycle primaire. Enfin, le cycle supérieur est divisé en un premier cycle de trois ans (graduat) et un second de deux ans (licence).

En 2001/2002, le pays comptait près de 19 100 écoles primaires avec 159 000 enseignants pour plus de 5,47 millions d'élèves et près de 8 000 écoles secondaires avec 108 000 enseignants pour 1,6 millions d'élèves. La même année, l'enseignement supérieur comptait près 326 établissements pour 200 000 étudiants.

Sur une population de 60 millions d'habitants, plus de 3,5 millions d'enfants ne sont pas scolarisés.

Le système éducatif en RDC est en situation critique. **L'enseignement de base n'est ni gratuit, ni obligatoire, ni universel.** La situation n'a fait qu'empirer depuis les années 60, avec un taux brut de scolarisation et la part du budget consacré à l'éducation qui ne cessent de baisser.

Les principaux freins à la scolarisation

• Situation (politique, économique) du pays

"Nous n'accepterons pas des cacahuètes au moment où les ministres et députés baignent dans une opulence éhontée et distribuent ostensiblement argent et autres biens pour s'attirer la sympathie des électeurs", confie Alice Kavira, une enseignante de lycée, à Kinshasa (avant les élections de juin 2006)

L'environnement social en RDC est caractérisé par des rapports de force entre le gouvernement et les syndicats du secteur de l'enseignement au sujet des problèmes de conditions sociales des enseignants congolais. Cet environnement montre une approche particulièrement difficile des conditions sociales des agents de l'Etat, et spécialement celles des enseignants.

« Sans les enseignants et les parents d'élèves le système éducatif en RDC n'existerait plus du tout ! » Amigo Ngonde, le président de l'ASADHO, une organisation non gouvernementale basée à Kinshasa, dénonce « la légèreté et l'irresponsabilité avec lesquelles le gouvernement traite ce problème » et « demande au gouvernement de prendre sans délai toutes mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations légitimes des syndicats des agents et fonctionnaires de l'Etat ». (FIN/2005)

• *Conditions des enseignants et de l'enseignement*

La rémunération faible et incertaine des enseignants a de graves retombées sur leur niveau de motivation et de compétence, tandis que le système de rémunération des enseignants par les parents produit des effets pervers à différents niveaux.

Le salaire des enseignants : que fait l'Etat ?

Le salaire des enseignants est un problème majeur du système éducatif congolais. Payés sur la base d'une hiérarchie salariale allant de 1 à 10, les rémunérations mensuelles des enseignants s'élèvent en moyenne à 25 dollars dans le primaire et à 50 dollars dans le secondaire. Ces salaires très modestes ne valorisent pas la profession ; on constate un manque de motivation et une pénurie d'enseignants. De plus, il existe de fortes disparités de salaires entre les villes et les campagnes : les salaires des enseignants à Kinshasa sont en moyenne trois fois plus élevés que dans les campagnes.

Le modeste montant des salaires des enseignants n'est pas le seul frein à l'éducation, il faut noter que seulement 65 % des salaires ont été effectivement versés en 2002. De nombreuses grèves ont suivi (en janvier 2004, février et septembre 2005) et les enseignants du primaire et du secondaire jusque là agents temporaires ont obtenu la titularisation de leur poste par arrêt ministériel.

Nombreux sont les enseignants qui n'ont jamais perçu de salaire parce qu'ils ne sont pas enregistrés au ministère de l'Education. Pourtant, lorsque les enseignants atteignent l'âge de la retraite et qu'ils sont remplacés par des jeunes, ils restent inscrits sur les registres de paie même après leur mort.

Les salaires restent très faibles et c'est malheureusement souvent **les familles qui doivent en supporter le poids en versant en plus des frais d'inscription**, une partie des salaires des enseignants. Et un enfant dont les parents n'ont pas les moyens de payer les frais scolaires dus ne sera pas autorisé à suivre les cours.

La formation des enseignants et son incidence sur la qualité de l'enseignement

Le Congo n'a aucune institution d'enseignement supérieur chargée de former les enseignants de l'école primaire et de l'école maternelle. Les instituts supérieurs pédagogiques forment les enseignants de 3^{ième} et 4^{ième} secondaires (gradués) et ceux de 5^{ième} et 6^{ième} secondaires (licenciés). Or, le pays a besoin d'adapter la formation des enseignants afin de mettre en place des programmes adaptés à la formation du primaire et d'établir un cycle d'orientation.

Il est vrai que les enseignants congolais secondaires ont souvent une formation initiale riche, mais, une fois les diplômes acquis, ils ne bénéficient d'aucune formation continue et restent donc sur leurs acquis. Pour des raisons d'efficacité, il est important que les enseignants ne cessent pas d'apprendre et que les programmes soient régulièrement mis à jour.

Le Congo a un besoin urgent d'écoles supérieures et universitaires pédagogiques dans tous les coins du pays afin que celles-ci se chargent de former les enseignants de tous les niveaux. Ces écoles doivent former non seulement les enseignants des cours classiques (histoire, géographie, français, etc.) mais aussi des enseignants des cours techniques (informatique, réparation automobile, construction, charpenterie, etc.). Il faut également encourager les enseignants non qualifiés, qui sont motivés à suivre une formation supplémentaire en dehors de leurs heures du travail, pour leur donner les atouts nécessaires à un travail plus efficace.

• *Une situation généralisée de sous-équipement, et des conditions difficiles de travail*

Le manque de manuels scolaires et de matériels pédagogiques est généralisé et une partie importante des infrastructures est détériorée, ce n'est pas seulement faute d'argent mais aussi par manque de volonté politique.

Les élèves sont contraints de s'asseoir à même le sol pour suivre les cours, les enseignants passent leur temps à dicter les notes aux élèves qui n'ont aucun support pédagogique...

La plupart des établissements scolaires n'ont pas accès à l'eau potable et ne disposent pas de toilettes. Cela a des conséquences néfastes sur l'hygiène et la santé des élèves, et même sur les taux de fréquentation (les filles ne vont pas dans des écoles sans latrines).

• De nombreuses inégalités

Il existe de nombreuses inégalités dans l'accès au primaire en République Démocratique du Congo :

Des inégalités entre les provinces

A diplôme égal, un enseignant, porteur d'un diplôme de licence, gagnerait 81 dollars à Kinshasa, 57 dollars à Lubumbashi, la seconde ville du pays après la capitale, dans le sud-est, et 38 dollars dans les autres provinces.

Les syndicats revendiquent le fait qu'il n'y a aucune raison qui explique cette différence de salaires entre les différentes villes et provinces de la RDC alors que les autorités justifient cette disparité par la nécessité d'assurer les frais de déplacement des enseignants habitant les grandes villes comme Kinshasa et Lubumbashi.

Taux brut de scolarisation par provinces et genres

Provinces	Primaire			Secondaire		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Kinshasa	57 %	58 %	58 %	42 %	40 %	41 %
Bas-Congo	81 %	68 %	74 %	39 %	24 %	32 %
Bandundu	85 %	71 %	78 %	53 %	30 %	42 %
Equateur	52 %	40 %	46 %	17 %	7 %	12 %
Kasaï oriental	87 %	63 %	75 %	27 %	8 %	18 %
Kasaï occidental	59 %	39 %	49 %	22 %	7 %	14 %
Katanga	46 %	34 %	40 %	16 %	8 %	12 %
Province orientale	64 %	49 %	57 %	14 %	7 %	11 %
Maniema Nord-Kivu Sud-Kivu	94 %	66 %	80 %	28 %	14 %	21 %
Total	72 %	56 %	64 %	29 %	17 %	23 %

Source : Banque mondiale, 2005

Des inégalités entre les sexes malgré une évolution depuis quelques années

Au Congo, les taux de scolarisation des jeunes filles ont commencé à baisser en 1988, pour chuter de 22 points en l'espace de 15 ans en raison des crises économiques et des nombreux conflits civils qui ont déchiré ce pays. Là aussi, les disparités entre les sexes se cumulent avec les disparités régionales. (cf. tableau ci-dessus).

La crise de puberté chez les jeunes filles est l'une des raisons qui justifient l'abandon de leurs études. C'est à partir des classes de 4^e et de 3^e, que les filles rencontrent le plus de problèmes. Elles peuvent se retrouver face à des grossesses non désirées, des maladies, auquel cas, la peur ou le rejet par la famille sont à l'origine de nombreux abandons scolaires.

Des inégalités entre les revenus des parents

La nouvelle constitution approuvée en décembre dernier par le peuple congolais garantit une éducation gratuite pour tous les élèves des écoles primaires et secondaires.

Mais comme les enseignants ne sont pas payés, un système parallèle s'est développé et les écoles du pays exigent désormais une participation des parents dont le montant peut varier de 15 cents à un dollar, dans les zones rurales, ou de 10 dollars à 30 dollars à Kinshasa, la capitale. Mais pour beaucoup de parents, les 15 cents restent une somme prohibitive.

Les filles sont les principales victimes du système de participation parentale instauré dans certaines écoles. Elles quittent souvent l'école parce que les parents ne peuvent plus financer leur scolarité, restent à la maison pour le travail domestique ou sont mariées très jeunes.

"A l'heure où, dans les discours officiels, les décideurs se disent préoccupés par la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, notamment en matière d'éducation des enfants congolais, il y a encore des parents qui sont si pauvres au point de se trouver incapables d'assurer la scolarisation de leurs propres enfants", déclare Kimbuya au cours d'une rencontre avec des enseignants.

L'exclusion

Les pygmées sont exclus du système éducatif congolais et beaucoup sont contraints à l'esclavage domestique. De même, très peu de structures sont adaptées à l'accueil d'enfants handicapés.

• *L'impact du VIH sur la scolarisation*

« De guerre lasse, Marlène a fait comme ses amies : pour obtenir une bourse de deuxième année d'université, la jeune étudiante, chef de famille, a accepté d'avoir des rapports sexuels, pas toujours protégés, avec l'un de ses professeurs. »

Cette situation devient très préoccupante en RDC tant pour les enseignants, sollicités par les élèves, que pour les étudiantes, harcelées par les professeurs et les plus vulnérables aux infections sexuellement transmissibles, dont le VIH/SIDA.

Les taux d'infection au VIH des lycéens et des étudiants atteignent respectivement 3 % et 2,5 %. Ils grimpent à 4,1 % pour les élèves du cycle primaire et jusqu'à 4,8 % pour les collégiens, soit au-dessus de la moyenne nationale de 4,2 %, selon le Conseil national de lutte contre le sida.

En Afrique, l'impact du VIH sur la scolarisation se fait de plus en plus sentir, notamment en raison de **taux de morbidité et de mortalité des enseignants relativement élevés** dans les pays à forte prévalence.

Les systèmes scolaires les plus touchés par l'épidémie de VIH sont ceux de la Côte d'Ivoire, de la République Centrafricaine, de la Zambie, de l'Ouganda et du Lesotho, avec une moyenne de 10 décès d'enseignants chaque mois, selon la Banque mondiale.

Une étude réalisée par l'institution internationale en 2000 estimait que **le sida aurait tué entre 15 000 et 27 000 enseignants africains d'ici 2020**, une catastrophe pour un continent qui affiche déjà les taux de scolarisation parmi les plus bas du monde.

L'épidémie de sida fait peser une lourde menace sur l'offre, la demande et la qualité de l'éducation.

• *Condition difficile des enfants*

Les enfants congolais souffrent des troubles sociaux et du non respect généralisé des droits humains qui affecte la société dans son ensemble. En 2002, la République était toujours divisée en territoires contrôlés soit par le gouvernement, soit par plusieurs factions rebelles. Des accords furent conclus en décembre 2002 pour tenter d'instaurer un gouvernement d'unité sociale. Cependant, rien n'indique qu'ils vont être respectés. C'est ainsi que même dans les régions sous contrôle gouvernemental, l'enseignement primaire est inaccessible à la majorité des familles.

Le travail des enfants

L'emploi d'enfants de tous âges est courant dans le secteur informel et l'agriculture de subsistance qui constituent la majeure partie de l'économie.

Pourtant, La législation en RDC prévoit que l'âge minimum légal d'embauche est de 18 ans. Elle autorise les employeurs à engager légalement des mineurs âgés de 14 à 18 ans avec le consentement d'un parent ou d'un tuteur et une limite de 4 heures de travail par jour maximum pour les enfants de moins de 16 ans. Pour les plus de 16 ans, ils peuvent travailler jusqu'à 8 heures par jour.

Les enfants soldats

Les forces rebelles, les troupes étrangères, les forces Mai-Mai, les milices hutues et d'autres groupes armés ont commis en toute impunité d'innombrables crimes contre les civils, y compris les vastes tueries délibérées, le cannibalisme, la mise à feu de villages entiers, les disparitions, la torture, le viol, les démembrements, les mutilations, l'extorsion, le vol, les arrestations et détentions arbitraires, le harcèlement des personnes travaillant pour la défense des droits de l'homme et des journalistes. Des enfants soldats mobilisés de force, dont certains âgés d'à peine 10 ans, ont été témoins et ont parfois participé à ces crimes et ces atrocités.

Les enfants des rues

En 2002, le nombre d'orphelins et d'enfants des rues dans des villes comme Kinshasa a augmenté. Régulièrement harcelés et intimidés par les soldats et la police, ils ont quelquefois été rassemblés et emmenés dans des structures inadéquates en dehors de la ville. La prostitution infantile est courante dans la capitale et dans d'autres parties du pays. En cours d'année, des rapports ont mis en évidence que des fillettes étaient forcées à se prostituer pour gagner de l'argent pour leur famille.

Ni le ministère du Travail, organe responsable, ni les syndicats ne font respecter les lois régissant le travail des enfants.

Congo : éducation et enfants des rues, un phénomène inquiétant

Depuis quelques années, les rues de la **République Démocratique du Congo** affichent l'image des enfants abandonnés à leur triste sort.

La gestion de ces enfants non scolarisés et communément appelés « Shégués » demeure une équation difficile à résoudre.

"Combien sont-ils ? Des dizaines de milliers, 30 000 peut-être rien qu'à Kinshasa. Le phénomène s'étend dans les autres grandes villes mais c'est dans la capitale qu'il est le plus dramatique. 3 000 « shégués » sur 3 millions d'enfants à Kin, c'est un enfant sur 100 privé de toit et de famille !"

Ces jeunes gens, aux apparences redoutables et tant redoutés, sont devenus une catégorie sociale qui fait parler d'elle depuis quelques années au point qu'elle est devenue incontournable dans la prise en compte des problèmes sociaux de la Nation.

Ces enfants ne sont pas scolarisés et posent un véritable problème pour l'avenir du pays.

Aujourd'hui, en RDC près de la moitié des enfants, âgés de six à onze ans, n'est pas scolarisée et 16% des enfants congolais sont en situation de malnutrition aiguë.

On estime entre 25 et 40 000 le nombre d'enfants vivant et travaillant dans les rues de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo (RDC).

Les conflits armés, le SIDA, l'existence de frais de scolarité et les accusations de sorcellerie ont fait doubler le nombre d'enfants des rues ces dix dernières années. Dépourvus d'un abri, de nourriture et de la possibilité de répondre à leurs besoins fondamentaux, ces enfants vivent dans l'insécurité et la peur.

Ainsi, ils ne vont pas à l'école et jonchent les rues à longueur de journée, abandonnés à eux même sans suivi scolaire et social.

Ce phénomène du à de multiples causes loin de diminuer ne cesse de s'accroître.

Au Congo, le phénomène des enfants des rues a été favorisé par les différentes guerres civiles que le pays a connu. On les trouve aujourd'hui par milliers dans les rues de Brazzaville (Congo), ces enfants ne vont pas à l'école.

Comme en **République Démocratique du Congo** chassés de chez eux ou orphelins, ils sont victimes de la drogue, de la délinquance, de la prostitution et du sida.

Depuis 2001, six rentrées solidaires réussies !

• En 2006 : le Niger

En 2006, 100 m³ de fournitures scolaires ont été collectées dans toute la France. Une dotation de 15.000 euros a été remise au partenaire de Solidarité Laïque sur place pour l'achat et la distribution des fournitures en octobre 2007.

• En 2005 : Madagascar

La Rentrée solidaire 2005 a rencontré un vif succès : les 100 m³ de fournitures scolaires sont arrivées par bateau sur l'île et la distribution auprès des enfants est actuellement en cours grâce notamment à l'aide du ministère de l'Éducation nationale malgache qui a très favorablement accueilli cette opération. De nombreux cahiers ont également été fabriqués sur place, des entreprises locales ont apporté leur soutien financier...

• En 2004 : le Maroc

Les 80 m³ de cahiers et de crayons collectés sont arrivés au Maroc au début du mois de mai 2005. Acheminés du port de Casablanca, ils ont été récupérés par l'association partenaire de Solidarité Laïque, le Mouvement Tofola Chaabia au Centre Yakoub el Mansour à Rabat.

Le matériel a ensuite été reclassé par les soins de militants de Tofola Chaabia, dans des cartons transportables et rediffusé depuis Rabat dans les écoles sur l'ensemble du territoire marocain, et plus particulièrement dans les zones suivantes : *Safi, Marakech-El Haouz, Oujda-Ahfir, Rabat-Salé-Zemmour-Zaër, le Grand Casablanca, Meknès, Azrou.*

Un réseau de huit organisations marocaines partenaires, se chargeant de récupérer localement les colis et d'assurer la redistribution. L'édition 2004 a été une nouvelle fois un succès avec des centaines d'établissements scolaires participants de la maternelle à l'université. Les magasins CAMIF et les délégations MAIF apportent comme toujours une contribution essentielle en servant de lieux de dépôts et de re-routage des colis vers les entrepôts de la CAMIF à Niort : le magasin CAMIF de Tours qui a réceptionné une palette de plus de 400 kg, la délégation MAIF de la Loire à St Etienne qui a reçu 7 palettes soit l'équivalent de 4 tonnes, la délégation MAIF d'Aix en Provence qui a réceptionné 400 kg... La presse écrite et audio-visuelle s'est également largement fait l'écho de cette initiative.

• En 2003 : l'Afrique de l'Ouest

100 m³ de fournitures scolaires ont été collectées et distribuées en juin dernier dans les écoles par l'association Cauris, partenaire de Solidarité Laïque au Sénégal. Au Mali et au Burkina Faso, grâce aux dons de centaines de particuliers et à une aide financière de CAMIF Solidarité, des milliers de cahiers et de crayons ont été achetés sur place durant l'été. Ils seront distribués à la rentrée scolaire dans les écoles, par le partenaire de Solidarité Laïque.

• En 2002 : l'Afghanistan

83 m³ ont été distribués dans les établissements scolaires du Programme Concerté pour l'Éducation en Afghanistan de Solidarité Laïque.

Par l'intermédiaire des associations partenaires de Solidarité Laïque sur place*, ce sont 49 500 cahiers, 98 000 crayons, 112 200 stylos, 448 200 copies et bien d'autres fournitures qui ont été remis aux écoliers afghans dans les écoles d'Hannaba, de Qalatcha, d'Istalif, de Mazar-e-Charif, de Badqol, l'école primaire de filles de Faradji dans la vallée du Panjshir, l'école primaire de Paghman et son centre d'éducation pour la santé, le lycée de Malalai d'Hannaba, l'orphelinat de Qalatcha, le centre d'alphabétisation de femmes de Kaboul... A Qargha, à 40 km à l'ouest de Kaboul, le matériel a été distribué à des écoliers qui étudiaient encore sous la tente...

Dans toute la France, au-delà des centaines de classes participantes, associations, mutuelles, municipalités, entreprises, particuliers, s'étaient également mobilisés. Parmi ces partenaires : la MAIF, la MAE, la Ligue de l'Enseignement, La Grande Recré, les papeteries Clairefontaine, la Mairie de Paris... avaient soutenu l'opération.

* Afghanistan Bretagne, Afghanistan Libre, Afrane, Aïna, ADA, Enfants du Monde-Droits de l'Homme, Negar, Solidarité Panjshir.

• En 2001 : Haïti

30 m³ de matériel scolaire neuf ont été acheminés et distribués sur le terrain avec l'aide du syndicat enseignant CNEH (Confédération Nationale des Enseignants Haïtiens).

Eduquer au don

Au-delà de la collecte de matériel scolaire neuf pour les enfants de Madagascar, la cinquième édition de la « rentrée solidaire » organisée par Solidarité Laïque avec CAMIF Solidarité et la MAIF est un temps d'éducation au développement et à la solidarité internationale en classe.

Partons des préalables trop facilement entendus : le don est un acte « charitable » qui appellerait à un contre-don et ne serait que la moitié d'un échange. Le don serait un geste déséquilibré où celui qui reçoit est déprécié comme l'énonce ce proverbe africain « la main qui donne est toujours plus haute que celle qui reçoit » et où celui qui donne soulagerait sa conscience « troublée et culpabilisée ». De plus, le don entretiendrait la dépendance chez l'autre, qui de bénéficiaire deviendrait vite un « assisté » ⁽¹⁾.

Ainsi don et éducation au développement sont a priori contradictoires, voire antinomiques. Alors doit-on refuser l'engouement des élèves pour la Rentrée Solidaire « Un cahier, un crayon » quand on note que la moitié des dons de matériel viennent du milieu scolaire ? Il ne faudrait pas que cette générosité d'enfant à enfant, ce premier geste certes, symbolique voire affectif, mais à portée solidaire et citoyenne, soit étêté par cette décrédibilisation, ce pessimisme autour du don. Croire que l'activisme des jeunes se résume à de la simple « bonne volonté » reviendrait à caricaturer la jeune génération comme certains dénoncent trop facilement leur manque de civisme.

Il est vrai que les enseignants doivent souvent faire face à l'élan de générosité des jeunes, parfois source de gestes caritatifs non réfléchis qui peuvent aller à l'encontre des principes de l'éducation au développement. Mais les jeunes ont aussi besoin d'engagement. Trop souvent, ils vivent la situation mondiale de façon passive, sont confrontés aux images des inégalités qui les renvoient à leur impuissance.

Alors comment lier éducation et engagement, quand l'action, comme ici, est ponctuelle ?

Nous pensons que la collecte peut être un premier pas, le don peut avoir un intérêt, une résonance pédagogique, si ce geste prépare aux engagements ultérieurs, s'il est concrètement relayé en classe par une leçon, un débat, une mise en réflexion.

Aller plus loin que l'émotion

Et pourquoi ne pas aborder d'abord le don dans sa dimension affective, pour ensuite mieux le conscientiser ? Passer par la phase de « sensibilisation » pour entrer dans « l'action éducative » (termes du B.O.) ? Tous les enfants en début d'année apprécient les achats de fournitures, l'écriture des premiers titres sur les cahiers neufs. N'y a-t'il pas là un moyen de les faire réfléchir sur le sort d'autres écoliers qui aimeraient avoir cette chance ? (La question du don de matériel nécessairement neuf trouve aussi ici son écho).

C'est là qu'il est alors important d'aller plus loin qu'émouvoir.

La problématique du don, de ses ambiguïtés peut aussi être un sujet de travail en classe car tout geste vers l'extérieur comme celui de donner doit intégrer une phase de réflexion intérieure afin de dépasser le simple sentiment. Il est primordial de faire comprendre aux élèves que le don n'est pas le seul ressort de l'aide au développement, il ne doit être qu'une étape courte et bien intégrée dans un large processus de développement. C'est aussi un moyen de leur donner des clés pour une réflexion sur leur comportement futur et de leur permettre de se replacer dans une action globale où il est important non pas d'« aider » l'autre mais d'« aider à », permettre à l'autre de se passer de cette « aide » et devenir acteur de son propre développement. Leur « don » individuel s'insère anonymement dans une action collective d'aide au développement, l'élève apprend à se situer dans la communauté éducative comme futur citoyen dans la société.

Dans cet esprit, l'éducation au don est bien un moment de l'éducation au développement.

(1) Afin de bien replacer ce don dans un projet s'inscrivant dans la durée, Solidarité Laïque envoie aux établissements scolaires participants un bilan de l'opération, elle insère la collecte dans un projet de partenariat coopératif avec un appui à la création de filières économiques génératrices d'emplois et de ressources. Le dépliant de l'opération peut être à ce titre un support d'activité en classe.

Carole Coupey - Déléguée aux actions d'Education au développement et à la Solidarité internationale